

A qui profite ce bras de fer entre Kinshasa et la Belgique ?



Crise humanitaire en RDC : Kinshasa met en garde les ONG qui accepteraient l'aide de la Belgique

Refusant toujours de participer à la conférence des donateurs pour la RDC, prévue le 13 avril 2018 à Genève pour financer les actions humanitaires dans le pays, Léonard She Okitundu, ministre congolais des Affaires étrangères, menace les ONG qui accepteraient cet argent de se voir interdire de travailler dans le pays.

Le gouvernement congolais refuse toujours de participer à la conférence des donateurs sur la RDC, qui doit se tenir le 13 avril à Genève, au motif qu'il n'a pas été associé à son organisation. Il rejette en outre la quote-part d'aide humanitaire de la Belgique, qui a déjà débloqué plus de 13 millions de dollars sur les 18 millions promis à ce jour (sur un total de 1,68 milliard de dollars attendu à l'issue de la conférence avec les autres donateurs).

« Les ONG qui recevront cet argent ne seront pas autorisées à travailler dans notre pays », prévient Léonard She Okitundu, le chef de la diplomatie congolaise. « La Belgique a décidé de rompre de manière unilatérale sa coopération bilatérale avec nous, nous devons aller au bout de cette logique », poursuit le vice-Premier ministre. She Okitundu précise toutefois qu'il n'y a « aucune inimitié avec le peuple belge qui pourrait être compatissant envers le peuple congolais ».

Refuser de sacrifier la population congolaise serait la meilleure réponse des donateurs aux dirigeants congolais, espère un membre de l'organisation de la conférence

Principaux destinataires de la contribution belge, plusieurs agences du système onusien sont directement concernées par cette mise en garde du gouvernement congolais. Il s'agit entre autres de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), du Programme alimentaire mondial (PAM) et du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés.

Jeuneafrique, le 12 avril 2018